

06/12/2016



JUSTICE ET PAIX - "Nous encourageons les initiatives prises par la CENCO (Conférence épiscopale nationale du Congo) afin d'ouvrir le chemin au véritable dialogue entre les fils et les filles du pays pour éviter le pire" a affirmé Jean-Marc Kabund, Secrétaire général de l'Union pour la Démocratie et le Progrès social (UDPS), partie intégrante du regroupement des forces politiques et sociales acquises au changement, également connu sous le nom de Le Rassemblement.

Les Evêques cherchent actuellement à jouer un rôle de médiateurs entre le Rassemblement et les signataires de l'accord du 18 octobre, à savoir la majorité du Président Joseph Kabila et une partie de l'opposition (voir Fides 18/10/2016). L'objectif est de parvenir à une synthèse des positions des deux parties. "Quelque puisse être cette synthèse, demeure encore une inconnue. Probablement, il sera le fruit d'un compromis au sein duquel chacune des parties devra céder quelque chose pour obtenir quelque chose d'autre" affirme une note envoyée à l'Agence Fides par le Réseau Paix pour le Congo.

L'accord du 18 octobre dernier prévoit la création d'un gouvernement d'unité nationale placé sous la conduite d'un Premier Ministre issu de l'opposition qui a participé au dialogue, ayant pour mission prioritaire d'organiser les élections présidentielles d'ici la fin du mois d'avril 2018. En application de cet accord, Joseph Kabila a nommé le député de l'opposition Samy Badibanga au poste de Premier Ministre (voir Fides 18/11/2016).

"Il est possible de se demander si la nomination de Samy Badibanga pourra contribuer à la formulation de cette synthèse de compromis. En effet, il est membre de l'opposition qui a participé au dialogue et, dans le même temps, il est aussi membre - même si il a été radié ou auto exclu - d'un parti, l'UDPS, qui fait partie intégrante du Rassemblement. Il pourrait donc constituer le point de jonction entre les deux parties" affirme la note.

La principale question demeure l'avenir politique de Joseph Kabila. Bien que la Constitution prévoit qu'il ne peut se porter candidat afin d'obtenir un troisième mandat, le non respect de l'échéance électorale, initialement prévue pour la fin de décembre prochain, en ce qui concerne l'élection d'un nouveau Chef de l'Etat est imputé par l'opposition à une tentative de Joseph Kabila visant à réviser la Constitution afin de pouvoir briguer un troisième mandat.

Selon la presse congolaise, le Rassemblement a fait d'importantes concessions dont l'acceptation d'une période de cohabitation avec Joseph Kabila, au cours de la transition qui devra conduire à des élections transparentes, sans cependant la participation du Président

sortant.

Source: fides.org, 29/11/2016